

Le développement des entreprises rurales en République populaire de Chine

Zhangpu, province du Fujian

Louis Augustin-Jean
Historien et économiste

Dans un pays aussi vaste et peuplé que la Chine, où 75 % de la population (900 millions de personnes environ) vit encore dans les campagnes, l'étude du monde rural revêt nécessairement une importance particulière.

Depuis l'établissement de la République populaire de Chine (1949), les campagnes ont été parcourues par des vagues successives de collectivisation — durant le premier plan quinquennal (1952-1957) et le Grand Bond en avant (1957-1959), puis durant la Révolution culturelle (1966-1976) — et de décollectivisation (durant la phase de récupération faisant suite à l'échec du Grand Bond, 1960-1964). Plus récemment, une nouvelle étape fut franchie lors du 3^e plénum du XI^e Comité central du parti communiste en décembre 1978. Tout un ensemble de mesures de décollectivisation furent alors adoptées, puis complétées dans les années suivantes. Rendre l'initiative aux paysans devait faire apparaître ce que des années de collectivisme avaient masqué, à savoir l'existence d'un surplus de main-d'œuvre qui semblait se chiffrer en dizaines, voire en centaines de millions

d'individus¹. Ce chiffre nous montre l'importance de l'enjeu : dans des campagnes souvent densément peuplées, il n'était guère réaliste de penser que le développement agricole seul puisse représenter la « solution miracle » à ce problème d'emploi. Les risques d'exode rural n'étaient pas non plus à écarter, bien que, dans le court terme, l'État continuât à contrôler la mobilité de la population².

Avec le slogan « quitter la terre mais pas la campagne, entrer à l'usine mais pas dans la ville », la Chine s'engagea dans une politique de promotion des entreprises rurales. La volonté de créer des entreprises à la campagne n'était pas nouvelle mais prit alors un nouveau tournant. Trois mesures principales modifièrent profondément la donne en milieu rural : premièrement, la décision d'encourager la diversification de l'agriculture, jusque-là essentiellement orientée vers la production de céréales, s'accompagna d'une modification des prix relatifs en faveur des produits agricoles, une partie non négligeable de la terre étant aussi confiée aux paysans. Deuxièmement, le développement de l'artisanat et d'autres activités fut encouragé, et les paysans furent autorisés à créer toutes sortes d'activités telles que l'artisanat, le commerce, les transports, des ateliers de réparation, etc. Enfin, de nouveaux réseaux de commercialisation furent ouverts, les productions purent être vendues directement aux utilisateurs finaux (réactivation des marchés libres par exemple). La solution — partielle — au problème de l'emploi rural apparut donc dans la création d'innombrables entreprises rurales, fondées et gérées autant par les autorités locales (et appelées ci-dessous « entreprises collectives »³) que par des entrepreneurs privés.

¹ Aucune statistique n'existe sur ce sujet. Les spécialistes et les différentes sources disponibles parlent d'un surplus qui oscille entre 100 et 200 millions d'individus. Aujourd'hui, ce surplus se situerait toujours autour de 100 millions, malgré les emplois créés dans les entreprises rurales et un exode rural qui devient important.

² Le permis de résidence n'est aujourd'hui plus guère respecté et le nombre de personnes installées en ville et dépourvues de permis urbain tournerait autour de 100 millions.

³ En Chine, il faut faire attention à distinguer les entreprises collectives et les entreprises d'État. Les premières sont organisées, financées et gérées par les échelons administratifs locaux et échappent parfois à la planification.

Aujourd'hui, les entreprises rurales sont généralement présentées comme le secteur le plus dynamique de l'économie chinoise. Face aux entreprises d'État qui connaissent d'immenses problèmes de rentabilité et de gestion, elles incarnent la flexibilité et l'adaptabilité au marché. Sans doute souffrent-elles de faiblesses structurelles — problèmes d'accès aux technologies, aux marchés, aux personnels qualifiés, etc. — mais, dans l'esprit des réformateurs, celles-ci devraient pouvoir être corrigées à moyen terme. Les résultats semblent impressionnants : près de 100 millions d'emplois créés de 1978 à 1993, de 28 millions de salariés en 1978 à 123 millions en 1993 — dont 47 % pour le secteur collectif et 53 % pour le privé⁴. La valeur de production a également fortement augmenté, mais dans des proportions qui sont difficiles à estimer, les données étant en valeur courante (50 milliards de yuans en 1978, 170 en 1984, 702 en 1988, 1 162 en 1991, 1 766 en 1992 et 3 178 en 1993)⁵.

Cependant, si l'État a su aménager un cadre approprié, d'autres facteurs semblent avoir eu une influence fondamentale. La croissance apparaît davantage comme le résultat d'une continuité historique où le jeu des acteurs a été primordial que comme l'effet mécanique des réformes. En nous appuyant sur un exemple particulier, nous chercherons à montrer que, au-delà d'un discours sur le développement des entreprises chinoises alimenté par les statistiques, au-delà de la modification des modes de vie ou des cas judicieusement mis en exergue dans les journaux ou par les chercheurs chinois, la réalité recouvre deux aspects contradictoires, dans lequel le jeu des autorités locales est fondamental. D'un côté, on trouve des entreprises qui sont réellement le moteur de l'activité économique — grosses entreprises privées ou entreprises collectives, voire étrangères⁶ ; de l'autre, une multitude de petites entreprises dont l'organisation est proche du secteur informel et les capacités

⁴ *Zhongguo jingji nianjian (Annuaire statistique de la Chine)*, 1994 : 362.

⁵ *Ibid.*, 365.

⁶ Depuis quelques années, les partenaires étrangers, surtout de la diaspora chinoise, ont une influence considérable sur le développement des zones rurales côtières. Mais comme les entreprises créées de la sorte ne sont pas des entreprises rurales *stricto sensu*, nous ne développerons pas ce point dans notre présentation.

d'accumulation limitées. L'exemple que nous avons choisi est celui du district de Zhangpu, situé dans la province du Fujian. Nous tenons à préciser que le développement des entreprises rurales fait actuellement l'objet de nombreux débats et recherches, et que certains points développés ici demeurent controversés.

Le district de Zhangpu

La province du Fujian depuis 1978

Zhangpu est situé dans le Fujian. Cette province côtière qui, au moment des réformes, se caractérisait par une économie faiblement développée a connu des évolutions rapides depuis 1978. Traditionnellement tournée vers l'industrie légère, elle a souffert durant trente ans de la politique maoïste d'industrialisation lourde. Sur le plan agricole, le gouvernement avait édicté le dogme de l'autosuffisance alimentaire — notamment en grains — non seulement à l'échelle du pays mais aussi dans chacune des provinces (celles-ci s'empressant d'ailleurs de répercuter cette politique au niveau des districts...). Or le Fujian, s'il était effectivement un producteur de riz non négligeable, jouissait d'avantages comparatifs importants pour des denrées comme les fruits et le thé, y compris à l'exportation⁷. La politique maoïste a entraîné la ruine de ces activités. De plus, cette province surpeuplée (31 millions d'habitants pour 120 000 km², soit environ 250 habitants par km²) a longtemps été une terre d'émigration. De nombreux Chinois de la diaspora, y compris des Taïwanais, sont originaires du Fujian avec lequel ils ont gardé de nombreux liens⁸. Comme dans le Guangdong voisin,

⁷ Le thé Oulong, produit de la province du Fujian est mondialement recherché et apprécié.

⁸ Ces Chinois du Fujian seraient 23 millions à travers le monde (YEUNG et CHU, 1995 : 3).

de nombreux investissements sociaux (écoles, dispensaires, temples...) ont été, depuis les années vingt, le fait de cette communauté émigrée. La politique chinoise d'isolement, d'opposition avec Taïwan et de confiscation des biens des émigrés a distendu les liens avec la diaspora chinoise. La province, réputée peu sûre sur le plan politique, ne reçut aucun projet ni aucune infrastructure d'importance avant 1978. En revanche, située face à Taïwan, elle dut supporter le poids d'une armée prédatrice. En 1978, le Fujian était donc en quelque sorte sinistré, mais il possédait un potentiel important de par sa tradition et ses ressources. Le démarrage rapide de l'industrie textile et de la fabrication de chaussures dans les districts de Quanzhou ou de Putian le démontre.

Zhangpu dans le vent des réformes

Le district de Zhangpu, situé dans le sud de la province, reflète en grande partie les avantages et les inconvénients du Fujian. Ni riche ni pauvre, le district n'a pas été à l'avant-garde des réformes qu'il s'est contenté de mettre en œuvre, souvent avec retard. Traditionnellement, ce n'est pas un grand centre industriel, mais il a des ressources non négligeables. L'ouest du district, espace de collines, était traditionnellement le lieu d'une importante production de fruits (lychees, longanes...) tandis que l'Est côtier dispose d'un potentiel intéressant dans les produits de la mer. Le centre du district, assez plat, est dévolu à la culture de riz. La population représentait, en 1992, plus de 752 000 personnes qui restaient majoritairement des paysans, sur un territoire de 2 000 km² (soit une densité supérieure à 350 habitants par km²). Les changements survenus depuis 1978 sont évidents et peuvent être directement perçus dans le bourg principal, qui s'est fortement urbanisé avec ses restaurants, ses karaokés, ses magasins et ses larges rues nouvellement créées. Zhangpu est actuellement en pleine mutation, même si le sens de cette mutation demeure ambigu.

Zhangpu a également vu une partie de sa population émigrer, notamment à Taïwan, mais l'importance de ces connexions ne se fait réellement sentir qu'à partir du début des années quatre-vingt-dix.

Le lent démarrage des entreprises rurales à Zhangpu à partir du début des années soixante-dix est à mettre au crédit de la politique

maoïste de l'époque. En Chine, le thème de l'industrialisation rurale est récurrent, depuis la période du Grand Bond en avant. L'échec global du Grand Bond et l'éviction provisoire de son promoteur entraînèrent l'abandon de cette politique. Mais le retour sur le devant de la scène du président Mao durant la Révolution culturelle raviva les tentations de l'industrialisation rurale, dans un sens plus réaliste il est vrai. L'objectif était alors de créer des entreprises qui pourraient servir de support à l'agriculture, en développant la production d'engrais chimique, de machines agricoles, de ciment, d'hydroélectricité et d'acier — activités qui furent baptisées « les cinq petites industries »⁹ — et en ouvrant des ateliers de réparation. De plus, il était prévu de développer, lorsque c'était possible, les petites mines et, éventuellement, l'agro-alimentaire (minoteries...). Ces entreprises, bien évidemment, étaient gérées par les communes populaires ou les brigades de production ou une autre forme d'autorité locale. Zhangpu n'a pas échappé à cette forme de « développement intégré » et, au milieu des années soixante-dix, le district ne comptait en fait d'industries que de l'agro-alimentaire et de la mécanique.

Que ce soit du fait de l'attitude timorée des autorités locales ou de la situation économique relativement mauvaise, les réformes de 1978 ne modifient pas fondamentalement ce schéma. Simplement, les entreprises collectives passent sous la tutelle administrative d'un bureau spécialisé au lieu de dépendre directement des autorités locales. Ce bureau étant l'émanation directe de ces dernières, le changement porte plus sur les termes que sur la réalité. L'accent principal est toujours mis sur le développement de l'agriculture. La production de thé et de fruits est dopée par la modification des prix relatifs, de même que les produits de la mer. Le district retrouve en partie ses avantages comparatifs : depuis 1984, les productions annuelles de fruits et de produits de la mer paraissent se situer respectivement autour de 180 000 tonnes et 120 000 tonnes, servant de base à l'extension du tissu industriel après 1980, toujours autour de l'agro-alimentaire. Le rôle d'entrepreneur est tenu par les autorités locales, car, à ce stade, le secteur privé est resté pratiquement

⁹ Sur les « cinq petites industries », cf. WONG, 1982.

inexistant, si l'on excepte les timides progrès du secteur informel. Il faudra attendre 1985 et la légalisation du secteur privé pour assister à un véritable décollage de l'entreprise individuelle, alors que le phénomène est déjà bien attesté dans d'autres districts.

Ce décollage a entraîné une diversification de la production, qui se tourne de plus en plus vers l'industrie légère, notamment la confection, la petite production électronique et d'autres activités à haute intensité de main-d'œuvre. Autre conséquence de l'essor du secteur privé et de l'industrie légère, les transports et les services commencent à se développer. Les mêmes tendances s'accroissent dans les années qui suivent. Les autorités locales tentent de concentrer les activités non agricoles dans certaines zones, en particulier dans le bourg ou à proximité, afin de limiter les effets pervers tels que la diminution des terres agricoles et l'augmentation de la pollution. La diversification se poursuit : par exemple, des usines de motos, de pâtisseries industrielles, de tuiles sont créées, des carrières de marbre ouvertes...

Autour des années 1991-1992, on assiste à un changement radical dans l'attitude des autorités locales. Alors que, jusqu'à cette date, elles avaient plutôt accompagné le développement en conformité avec les *desiderata* de Pékin, elles se montrent ensuite beaucoup plus dynamiques et désireuses d'accélérer le processus d'industrialisation. Tout d'abord, par une politique de création d'infrastructures dans le bourg : routes, magasins, zones industrielles qui, phénomène nouveau, sont parfois destinés à promouvoir le secteur privé local (les commerces sont concédés à des particuliers). Ensuite, en tentant d'attirer des capitaux étrangers, comme ceux de ces Chinois d'outre-mer originaires du district dont les biens ont été saisis durant la Révolution culturelle. Un service administratif spécial est mis en place, chargé de négocier avec les étrangers. L'année 1992 voit aussi la naissance d'un journal local, destiné à tenir la population émigrée au courant des événements locaux (naissances, mariages...) mais aussi à lui présenter un certain nombre de projets économiques où sa contribution est souhaitée. Cette politique coïncide d'ailleurs avec l'autorisation donnée à la fin des années quatre-vingt par le gouvernement taïwanais à ses ressortissants d'aller investir en Chine. Enfin, les autorités locales ont essayé d'attirer les personnes originaires du district qui ont

acquis un savoir ou un savoir-faire dans d'autres parties du pays : administrateurs, dirigeants d'entreprises d'État, techniciens...

Exemple 1

Le directeur de l'entreprise locale de motos est originaire de Zhangpu. Il a acquis une expérience de responsable dans une entreprise d'État située dans la province du Jiangsu, plus au nord, puis à Shanghai où il a monté son entreprise. Des contacts avec des Japonais lui permettent un accès aisé à la technologie. En 1992, le gouvernement local l'invite et un accord est trouvé, qui prévoit la construction de l'usine sur le terrain fourni par les autorités locales. Son assistante, également originaire du district, a travaillé trois ans dans une entreprise taïwanaise de production de roues pour voitures et pour camions à Xiamen (ex-Amoy, ville de plus de un million d'habitants). C'est là qu'elle a été formée aux méthodes d'organisation et de gestion. Comme elle le dit elle-même, elle souhaitait retourner dans son bourg, mais c'est le salaire, particulièrement attractif, qui l'a fait revenir (il semble que son salaire dépasse largement 2 000 yuans mensuels — 1 200 francs —, alors que le salaire d'un ouvrier se situe autour de 300 yuans — 180 francs — et est même souvent inférieur). L'usine fonctionne depuis 1994. Les activités de haute intensité de main-d'œuvre et le travail peu qualifié sont privilégiés, le niveau technologique est bas : il s'agit, pour l'essentiel, d'une usine de montage. Les pièces de moteur proviennent généralement du Japon et la production est actuellement exportée majoritairement au Vietnam.

Quelle est la raison du revirement des autorités locales ? Le voyage de Deng Xiaoping dans le Sud a-t-il servi de détonateur ? Il est difficile de répondre à ces questions, la date de ce changement demeurant imprécise. Ce qui est sûr, en revanche, c'est le succès de ces différentes mesures, encore que 50 000 personnes demeurent sans emploi aujourd'hui¹⁰. Les séries statistiques, trop récentes, ne permettent pas de chiffrer avec précision la croissance, mais, en 1994, on comptait dans le district 24 000 entreprises environ, en majorité privées, et 180 entreprises étrangères ou à capital étranger étaient installées sur son territoire. Quoique diversifiées, ces dernières tendaient à se spécialiser dans la fabrication de parapluies : les bas prix

¹⁰ D'après un entretien avec le vice-directeur du département de l'Agriculture.

de la main-d'œuvre et du terrain, assortis des avantages fiscaux, ont permis la délocalisation de cette spécialité taïwanaise¹¹.

■ Les facteurs du développement et ses effets

Les réformes instaurées en 1978 l'ont été sur un terreau qui varie de province en province, de district en district, mis en valeur différemment par l'action de pouvoirs locaux qui ont joué des rôles variés, allant de celui d'administrateur à celui d'entrepreneur. Nous voudrions insister sur les facteurs qui ont favorisé ou limité la croissance des entreprises rurales et sur leurs effets sur l'évolution des modes de vie.

L'influence du milieu

Trois zones en Chine connaissent un développement particulièrement important des entreprises rurales : le sud de la province du Jiangsu, Wenzhou (province du Zhejiang) et le delta de la rivière des Perles (Guangdong). Ces zones se caractérisent par une forte densité démographique, par un réseau urbain dense et ancien, parfois par la proximité d'une grande métropole comme Shanghai pour le sud du Jiangsu et... Hong Kong pour le delta de la rivière des Perles. Elles possèdent généralement une tradition artisanale ancienne et développée et disposaient souvent, avant 1949, d'une

¹¹ Nous ne rentrerons pas dans le détail de ces entreprises étrangères. Sur la base d'entretiens, il semble que ces entreprises sont en grande partie déconnectées du tissu économique local; elles profitent de la main-d'œuvre et du terrain bon marché. Les matières premières proviennent généralement de Taïwan et les produits finis sont destinés à l'exportation. Il existe également quelques *joint ventures* entre des entreprises étrangères et des entreprises collectives.

industrie légère performante. De 1949 à 1978, ce potentiel n'a pu être mis en valeur, du fait de l'accent mis sur l'industrie lourde, d'une production artisanale systématiquement découragée, du transfert de ressources vers les villes et de la séparation stricte entre le monde rural et le monde urbain. Après 1978 en revanche, elles retrouvent tout leur dynamisme.

D'une manière évidente, les activités sont, comme par le passé, tournées vers l'artisanat et l'industrie légère. Les premières productions, souvent de qualité médiocre mais de faible coût, comblaient des besoins locaux non assurés par la planification. La présence d'une population importante à faible pouvoir d'achat à la fois déterminait le marché et fournissait la force de travail nécessaire pour ces activités à haute intensité de main-d'œuvre. Dans un second temps, la qualité des produits tend à s'améliorer, à la fois de manière endogène et exogène. De manière exogène, car l'abondance de main-d'œuvre et le faible coût du terrain rendent rentables le recours à la sous-traitance et au *putting out* pour les entreprises urbaines étatiques (ou étrangères dans le cas de Hong Kong). On assiste donc à des transferts de technologie (par le biais de techniques ou de personnels) vers les zones rurales. Des marchés sont alors trouvés à l'extérieur, soit du fait de cette sous-traitance, soit que la communauté originaire du district installée dans d'autres provinces ou à l'étranger se charge de prospecter de nouveaux marchés. Cela est alors généralement appuyé par le gouvernement local qui dispose de réseaux commerciaux et de ressources importantes. Dans la troisième phase, la population locale n'est plus assez nombreuse, et les nouvelles entreprises, collectives, privées, ou étrangères, attirent une main-d'œuvre extérieure, venue des campagnes avoisinantes défavorisées puis d'autres provinces.

Les provinces moins favorisées, par contre, ont du mal à entrer dans une logique d'accumulation. Outre le fait qu'elles ne possèdent pas ces avantages « naturels », elles ont généralement un réseau de communication réduit et les ressources des gouvernements locaux ne suffisent pas à induire le développement. Depuis quelques années, une partie de la population a tendance à quitter ces provinces pour tenter de trouver un emploi dans les villes ou, phénomène original, dans les campagnes chinoises de l'Est côtier à la recherche d'ouvriers pour les usines naissantes. En plus de cette

main-d'œuvre non qualifiée, des techniciens ou des spécialistes se rendent dans ces zones plus développées, attirés par des salaires plus élevés.

À Zhangpu, les conditions de base n'ont pas été aussi favorables que dans le Guangdong ou le Jiangsu, ce qui explique partiellement que le processus de développement n'y soit pas aussi avancé. Sa densité démographique est assez élevée, mais il ne possède pas une tradition artisanale aussi bien ancrée que dans les exemples précités. Il a souffert de communications défectueuses avec les villes environnantes (ce qui n'est pas exceptionnel en Chine), mais la nouvelle route Xiamen-Shantou-Shenzhen ainsi que les nouvelles dispositions du gouvernement local devraient accélérer la croissance en cours.

Le rôle des autorités locales

À Zhangpu, les autorités locales ont joué un rôle majeur en implantant les réformes, mais leur lenteur dans la mise en application, due à la crainte d'un retour en arrière politique, explique partiellement le retard du district par rapport à d'autres zones. Dans un second temps, elles ont favorisé le développement en mettant en place des infrastructures et des bureaux spécialisés et un environnement adapté aux entreprises locales et étrangères. Cela s'est traduit par la création de magasins, de nouvelles rues et de zones industrielles. Ces dernières sont destinées à regrouper les entreprises afin de mieux coordonner la croissance et de limiter les effets pervers de l'industrialisation, mais les résultats de cette politique ont été mitigés. Enfin, les autorités locales ont également créé un réseau d'entreprises locales qui comptent parmi les plus importantes du district. De fait, et d'une manière plus générale, les autorités locales, en implantant les réformes, en mettant en place leur propre stratégie de développement, en établissant des entreprises, ou par leur réaction face aux entreprises privées et leur rapport avec les populations, jouent un rôle au moins aussi important que le gouvernement central dans le succès des réformes. Ainsi, selon les districts ou les localités, elles peuvent être un facteur de diminution ou, au contraire, d'accroissement du risque pour l'entrepreneur privé.

Certains districts ont voulu ignorer les réformes et en ont retardé l'application, freinant par là même leur développement au profit de districts plus dynamiques dont les produits sont arrivés plus tôt sur les marchés. Dans d'autres lieux comme Wenzhou (province du Zhejiang), les cadres locaux ont eu une attitude de « neutralité bienveillante » et ont pratiqué la « politique de l'autruche », ce qui a permis l'explosion de multiples petits ateliers souterrains privés dès le milieu — voire dès le début — des années soixante-dix. Pour nombre de ces ateliers, le financement a été obtenu grâce à la contrebande de cigarettes (Wenzhou est situé dans une région côtière fortement accidentée qui a servi de repaire aux pirates depuis des siècles). Les activités étaient dirigées vers la fabrication de pièces de rechange, qui n'était pas prévue par la planification. À partir de cette niche, les habitants, profitant de l'attitude de leurs autorités, ont su étendre leurs activités vers la confection, les chaussures de sport, la petite production électronique... Aujourd'hui, Wenzhou est cité en exemple pour le développement de ses entreprises rurales, mais l'origine historique des entreprises et les sources de financement sont généralement passées sous silence.

En dehors du champ d'application des règles, les autorités locales disposent d'un moyen d'intervention encore plus direct. Grâce au contrôle qu'elles exerçaient sur les moyens de production au moment des réformes et du fait de la décentralisation administrative, elles se sont trouvées en position idéale pour monter leurs propres entreprises. Leur action dans la création de leur propre modèle de développement a ainsi pu être renforcée par leur rôle d'entrepreneur. Dans le cas de Zhangpu, c'est particulièrement évident : les séquences de développement montrent clairement le rôle joué par les autorités locales dans la création d'entreprises, d'autant plus qu'elles ont eu facilement accès au crédit bancaire, à la différence des particuliers. Leurs motivations sont doubles. D'une part, il s'agit de créer des emplois. D'autre part, il faut trouver des ressources financières nouvelles pour des budgets locaux en fort déficit. Lorsque les ressources des collectivités locales sont insuffisantes pour créer des entreprises, le secteur privé est alors encouragé, comme substitut de l'initiative collective.

Cependant, cette politique est parfois contradictoire dans ces effets lorsque les logiques sociale et redistributive s'opposent à la logique économique. Car les autorités locales sont tentées d'embaucher à n'importe quel prix et la tendance est au sur-emploi dans les entreprises collectives, y compris lorsque la productivité marginale des salariés devient négative et que les profits baissent¹². Mais, d'autre part, elles ont besoin des bénéficiaires que peuvent réaliser ces entreprises pour équilibrer leurs budgets, ce qui induit une autre contradiction, entre le réinvestissement et l'utilisation des fonds à des fins de politique locale. Dans certains cas extrêmes, la stratégie consiste alors à diversifier les entreprises et à en augmenter le nombre afin de diminuer les risques et d'équilibrer les pertes et profits sur l'ensemble du district. Elles peuvent aussi exproprier les patrons des entreprises privées qui n'ont pas assez de relations. Entreprise qui n'est pas aux normes, refus de renouveler les autorisations, taxations abusives... les motifs pour saisir l'entreprise ou mettre à genoux son propriétaire sont multiples. Ces pratiques ont été interdites par le Gouvernement central, mais, sur place, les choses se passent différemment. Bien entendu, les particuliers ont des stratégies diverses pour tenter de se protéger. Tout d'abord, cultiver les contacts, à travers plusieurs biais : les « cadeaux », ce qui peut s'avérer ruineux à long terme, ou les alliances matrimoniales. Il semble que l'on assiste à la naissance d'une catégorie sociale « d'hommes d'affaires-bureaucrates », soit du fait de ces alliances matrimoniales, soit que la création d'entreprises soit le fait de bureaucrates ou d'ancien bureaucrates reconvertis — ou de leur famille (ODGARD, 1992). L'homme d'affaires peut aussi avoir recours à une politique redistributive, soit en privilégiant l'emploi, soit en finançant amplement les dépenses sociales et culturelles locales. Ce comportement, qui semble non économique, prend tout son sens lorsque l'on sait que la protection des autorités locales non seulement empêche l'expropriation, mais encore permet de bénéficier de certains prix subventionnés et d'utiliser les réseaux de vente du gouvernement local. Dans le cadre de « l'économie socialiste de marché » (pour reprendre l'expression de Deng Xiaoping) où il

¹² Ce problème qui se développe dans les entreprises collectives se rencontre couramment dans les entreprises d'État.

existe un double système de prix, la logique redistributive peut prendre un sens économique. C'est aussi pour bénéficier de cette même protection qu'un certain nombre d'entrepreneurs demandent à faire enregistrer leur affaire comme « collective », tout en en demeurant le véritable maître. Ceci participe d'ailleurs à la confusion des statuts et des droits de propriété, ce qui crée une source de conflit et augmente le risque de l'entrepreneur. Certains d'entre eux préfèrent alors conserver une taille modeste, parfois une structure à la limite de l'informel, pour éviter de tomber sous la coupe d'une administration indécise.

Comme nous le verrons dans la troisième partie, malgré l'encouragement donné au secteur privé, il subsiste un facteur important de risque et des contraintes qui font que la plupart des entreprises privées demeurent de petite taille. Cependant, la croissance industrielle dans le district a eu des conséquences importantes sur la modification des modes de vie.

Des effets importants sur les modes de vie et l'urbanisation

Le passage de l'agriculture à l'industrie a évidemment provoqué la modification des modes de vie, ce qui s'est globalement traduit par l'augmentation des niveaux de vie. La consommation s'est améliorée et s'est diversifiée, les lieux d'habitation se sont agrandis et sont devenus plus confortables. La télévision a investi les foyers, les motos ont fait leur apparition et les loisirs se sont multipliés : le karaoké, loisir numéro un, a fait une percée rapide dans le district de Zhangpu. Alors qu'il ne comptait aucun lieu consacré à ce divertissement il y a à peine trois ans, le bourg en possède maintenant une dizaine, dont la majorité dans des décors à la « hongkongaise ». La concentration de population dans le bourg consécutive à l'industrialisation a permis ce développement des infrastructures de loisirs. Cela s'est traduit par une urbanisation rapide, encouragée par les autorités locales. Le cas de Zhangpu n'étant pas unique, on assiste à l'émergence de petits centres urbains dans toute la Chine, qui, s'ils ne permettent pas d'enrayer la croissance des mégapoles comme Shanghai, Pékin ou Canton, limitent néanmoins le phénomène en créant un échelon urbain supplémentaire.

À Zhangpu, l'urbanisation est « endogène », c'est-à-dire provoquée par la croissance des entreprises locales (bien que le gouvernement local ait du mal à circonscrire les 24 000 entreprises dans le bourg — voir ci-après). Cependant, elle peut être « exogène », c'est-à-dire due à la déconcentration d'activités urbaines en zone rurale ou péri-urbaine. Ce processus n'est cependant pas synonyme d'abandon des activités agricoles. Dans le delta de la rivière des Perles, les champs, les entreprises et les maisons d'habitation se succèdent dans une sorte de continuum. Le phénomène, favorisé par les densités démographiques, ressemble à ce que Mac Gee appelle un « *desakota* » (GINSBURG *et al.*, 1991 ; JOHNSON, 1995 ; SANJUAN, 1996)¹³.

Ces effets positifs ont néanmoins un coût. En effet, la délocalisation des entreprises urbaines vers les zones rurales (notamment sous la forme de sous-traitance) a considérablement augmenté les phénomènes de pollution. D'autre part, on assiste depuis quelques années à une diminution des terres agricoles, « mangées » par l'industrialisation et l'augmentation des surfaces d'habitation. À Zhangpu, les autorités locales, conscientes du phénomène, y ont vu une raison supplémentaire d'encourager la concentration des activités dans le bourg.

Il demeure que ces résultats impressionnants, constatés dans les provinces ou les zones les plus développées, ne sauraient faire oublier que les campagnes chinoises restent avant tout agricoles et que les chiffres de croissance que nous évoquions plus haut recouvrent des réalités différentes. À Zhangpu, le district demeure avant tout agricole et si, comme nous l'avons montré, le développement a surtout été le fait de l'action des administrations locales, la forte augmentation du nombre d'entreprises privées ces dernières années cache des réalités contrastées.

¹³ Ce que Mac Gee appelle un « *desakota* » est un paysage qui ignore « des lieux nets de rupture tant dans les densités humaines que dans un filet serré de réseaux économiques complémentaires. Pour MacGee, l'originalité de ces régions tient à ce qu'elles s'industrialisent et diversifient leurs modes d'occupation et de consommation de l'espace sans exode rural, ni explosion urbaine » (SANJUAN, 1996).

I Quelle croissance pour les entreprises privées ?

Sans vouloir nier les réussites individuelles, nous voudrions montrer ici que les entreprises rurales privées souffrent dans leur ensemble de problèmes liés à leur taille et à leur organisation qui limitent leur capacité d'accumulation et rendent leur contribution au développement sinon nulle, du moins faible dans le court terme. Les chiffres cachent donc une réalité sensiblement différente que nous allons mettre en lumière à travers l'exemple de Zhangpu, resté essentiellement agricole.

La taille des entreprises

En 1992, il y avait officiellement 14 524 entreprises rurales dans le district de Zhangpu employant 51 492 personnes. En 1993, ce chiffre passait à 20 099 entreprises, représentant 66 857 salariés, puis à 24 000 entreprises en 1994. La valeur brute de production augmentait dans des proportions similaires : 815 millions de yuans en 1992 et 1,50 milliard en 1993¹⁴. La croissance semble impressionnante mais appelle certains commentaires.

Sur 753 000 personnes que comptait le district en 1992, les entreprises rurales n'en employaient que 51 000. Les statistiques nous donnent peu d'informations fiables sur la population active, mais on peut estimer que de 75 à 80 % de celle-ci restait attachée à des activités agricoles, peut-être moins si l'on prend en compte le secteur informel.

¹⁴ Les chiffres qui suivent proviennent du *Fujian nongcun jinji nianjian* (*Annuaire d'économie rurale du Fujian*), 1994, et du *Fujian nongcun tongji nianjian* (*Annuaire statistique rural du Fujian*), 1993, sauf les chiffres pour l'année 1994 qui proviennent d'entretiens. Les valeurs sont données en monnaie courante, les chiffres disponibles en valeur constante ne paraissant pas très fiables.

Or, ces 25 % de la population tournés vers des activités non agricoles correspondent globalement à ce que Samuel Ho (Ho, 1986) a pu constater dans d'autres pays d'Asie et à ce qui semblait exister dans certains districts chinois avant 1949 (BUCK, 1937). D'où l'impression que cette formidable croissance correspondrait partiellement à un rattrapage, impression confirmée par les statistiques qui montrent la faible taille des entreprises rurales chinoises : en 1993, toutes entreprises confondues (collectives et privées), la taille moyenne par entreprise rurale dans le district de Zhangpu était de 3,32 salariés, de 6,04 pour le Fujian et de 5,03 pour l'ensemble de la Chine¹⁵. Au niveau national, près de 90 % de ces entreprises étaient des entreprises individuelles, dont la taille moyenne était inférieure à 2,6 salariés. La répartition par mode de propriété pour le district de Zhangpu semble avoisiner les données nationales.

Cette faible taille peut aussi se constater au niveau de la valeur brute de production. Toutes entreprises confondues, elle était, pour Zhangpu, de 22 500 yuans par salarié pour l'année 1993 (soit moins de 1 900 yuans mensuels) et de 75 000 yuans par entreprise. Les moyennes nationales (25 740 yuans par salarié et 129 547 par entreprise en 1993) et provinciales (respectivement 27 000 et 164 000 yuans) sont plus élevées mais restent faibles. Ces données sont d'autant plus intéressantes que nous savons que la majorité d'entre elles proviennent de l'industrie (59 % pour Zhangpu et environ 74 % pour l'ensemble du pays en ce qui concerne la valeur brute de production). En revanche, nous ne savons pas précisément quels secteurs d'activité sont réellement concernés. L'artisanat, la petite production électronique, la confection semblent être les activités dominantes à Zhangpu. Toutes ces activités sont à haute intensité de main-d'œuvre, de même que le commerce, les services et la construction, qui ont connu une importante progression ces dernières années. Nous avons d'ailleurs pu nous rendre compte qu'il existait un phénomène spéculatif sur la terre dans le bourg principal de Zhangpu auquel participaient des

¹⁵ Les statistiques sur l'ensemble du pays proviennent de l'*Annuaire statistique de la Chine*, déjà cité.

Hongkongais... D'une manière surprenante, les transports ne comptent que pour une part négligeable. Dans d'autres districts chinois, il faudrait ajouter les activités de sous-traitance (surtout à proximité des grandes villes) et le *putting out*, mais il semble que ce ne soit pas encore le cas à Zhangpu. Toutes ces données et observations sur la taille des entreprises laissent entendre que le taux d'accumulation demeure faible.

Entreprises rurales et secteur informel

Cette dernière constatation rend pertinente la comparaison entre les entreprises rurales privées et le secteur informel, d'autant que, selon le vice-directeur du département de l'Agriculture de Zhangpu, 50 % des entreprises privées du district seraient en fait non enregistrées. Le développement des entreprises rurales deviendrait donc de plus en plus difficile à contrôler — malgré la création des zones industrielles — du fait du développement du secteur informel. Pour encourager les déclarations, le gouvernement local a annoncé que toute entreprise nouvellement enregistrée bénéficierait d'une exemption de taxe pour une durée de trois ans, mais ce genre de mesure tout comme les directives nationales ou les volontés de contrôle ne parviennent pas à modifier le taux de manière durable. La barrière entre le « formel » et « l'informel » apparaît donc assez mince, comme en témoigne l'organisation de ces entreprises.

Les caractéristiques de ces petites entreprises privées, telles que nous avons pu les analyser, sont les suivantes. Tout d'abord, leur petite taille implique souvent un recours à la main-d'œuvre familiale. Un certain nombre d'entre elles se signalent par leur caractère temporaire : elles n'existent que quelques mois par an, ou ne sont en activité que quelques heures par jour, en général le soir. Elles ne fournissent souvent qu'un travail d'appoint (qui rapporte parfois plus que le travail régulier) qui peut être accompli par l'épouse ou par le couple après sa « première » journée de travail. Cela paraît même être le cas de magasins nouvellement créés et concédés par le gouvernement local.

Exemple 2

Monsieur Xu est journaliste à la chaîne de télévision locale. Grâce à sa position et aux liens qu'il entretient avec différents membres de l'administration, monsieur Xu a pu louer un magasin aux autorités locales propriétaires contre le versement de trois ans de loyer d'avance. Le magasin est géré par sa femme, ancienne responsable d'un magasin d'État. Les contacts personnels de monsieur Xu avec les responsables des entreprises taiwanaises locales — dont la production est normalement destinée à l'exportation — assurent les approvisionnements. Le magasin ne possède pas de comptabilité distincte de celle du ménage et n'emploie pas d'autre main-d'œuvre, qu'elle soit gratuite ou salariée. Malgré leur niveau d'instruction et l'expérience du commerce de madame Xu, ils ne voient pas l'intérêt d'avoir une comptabilité séparée, destinée, selon eux, aux établissements de grande taille. Les revenus générés par cette activité représentent environ 1 500 yuans mensuels, beaucoup plus que les revenus réguliers de monsieur Xu.

Le cas de monsieur Wang est légèrement différent. Dans un magasin du même type que le précédent, il a créé un atelier de formation à l'informatique pour les jeunes filles du bourg. Il gère seul cette activité après son travail à l'agence locale de la Banque de Chine ; sa femme exerce parfois la surveillance en sa compagnie. Les logiciels et l'expertise technique sont fournis par l'un de ses anciens camarades de classe parti à Pékin comme informaticien. Lui non plus ne possède pas de système de comptabilité.

L'un et l'autre ont obtenu leur magasin grâce à leurs contacts avec les autorités locales. Les approvisionnements et l'équipement sont également fournis grâce à des contacts personnels, reposant sur une relation de confiance : avoir la « science des relations » (*guanxi xue*) est fondamental en Chine pour qui veut faire des affaires, même s'il existe des réussites personnelles où ce phénomène n'a pas joué. Dans les deux cas que nous avons mentionnés, si l'espace familial est séparé de l'espace professionnel par l'existence des magasins, il n'en demeure pas moins vrai que la sphère familiale recoupe la sphère de l'activité entrepreneuriale, et que l'entreprise n'est pas conçue comme un espace d'accumulation. Ce trait est encore plus apparent dans le cas où l'atelier (ou l'activité commerciale) est situé dans le même lieu que le domicile privé, les deux n'étant parfois séparés que par un simple rideau.

D'autre part, la préférence va généralement vers le court terme et la recherche de profits rapides. Les sommes engagées sont faibles. Globalement, les paysans chinois souffrent d'un manque d'accès

aux capitaux, aux marchés, aux matières premières et à la technologie... L'environnement est perçu comme risqué. Si monsieur Xu a pu avancer trois ans de loyers et si monsieur Wang a pu acquérir du matériel relativement performant, c'est que leurs relations, avec la bureaucratie locale notamment, constituent un facteur important de diminution du risque. Encore s'agit-il ici d'activités commerciales ; dans le cas d'entreprises industrielles, les réactions à l'environnement économique sont très vives. Lorsque la situation se détériore, les patrons se rappellent qu'ils sont avant tout paysans et délaissent leur activité industrielle pour retourner à l'agriculture, comme cela s'est produit en 1989, quand la mauvaise situation économique, puis les incertitudes sur l'avenir des réformes après le Printemps de Pékin ont incité les paysans à retourner dans leurs champs. En clair, les paysans ont peur du retour en arrière, de la nationalisation, d'autant que le statut juridique attaché à la propriété privée demeure flou. Il peut arriver aussi que, sous des prétextes fallacieux, les autorités locales s'approprient les entreprises privées les plus performantes, ce qui implique que certains paysans limitent volontairement leur volume d'investissement. Une seconde conséquence réside dans le fait que les paysans devenus des industriels gardent leur terre comme valeur refuge, même quand l'activité de leur entreprise les empêche d'y apporter tout le soin nécessaire.

L'environnement incertain explique que l'on cherche parfois à éviter d'augmenter le nombre de salariés. Autant que possible, on a recours à la main-d'œuvre familiale ou de proximité. Les apprentis ne sont pas rémunérés mais acquièrent un savoir-faire qui pourra leur permettre de créer leur propre affaire.

Exemple 3

C'est le projet de monsieur Zhao, venu au bourg comme apprenti afin d'apprendre à réparer des motos et des voitures. Le choix de cette activité ne découle pas du hasard mais d'un raisonnement rationnel : la route principale qui va de Xiamen à Shantou et Shenzhen est située à proximité du bourg, et monsieur Zhao pense qu'il serait judicieux d'installer un atelier de réparation en bordure de route...

Emploi d'une main-d'œuvre familiale ou de proximité, faiblesse du capital avancé permettant l'arrêt provisoire de l'activité, activités saisonnières, « faible dissociation de la sphère productive et domestique » (HUGON, 1995), absence d'un système de comptabilité, recherche rapide de profits (horizon temporel limité du fait de l'existence d'un univers risqué) : tous ces traits font nécessairement penser au secteur informel. Les entreprises rurales chinoises s'en écartent cependant sur trois points essentiels qui permettent d'expliquer qu'un certain nombre d'entre elles soient entrées dans un cycle d'accumulation.

Premièrement, elles sont enregistrées (quoique nous ayons mentionné le fait qu'un grand nombre d'entre elles demeurent dans l'informel et ne le sont donc pas). Si les patrons limitent leur volume d'activité, ce n'est donc pas pour rester invisibles et échapper à l'enregistrement comptable.

Deuxièmement, et cela est lié au premier point, le développement des entreprises rurales en Chine est à mettre en relation avec une véritable volonté politique qui favorise la diminution du risque. Comme nous l'avons vu, celui-ci n'est pas absent de l'univers économique chinois, et, durant la mauvaise conjoncture économique et politique de 1989, la diminution de l'activité a été flagrante. Cependant, dans les années suivantes, et particulièrement après le voyage de Deng Xiaoping dans le Sud destiné à promouvoir les réformes à grand renfort de publicité (1992), le développement a été très rapide, les intérêts des gouvernements locaux rejoignant alors la volonté politique nationale. Lorsque cela s'est concrètement traduit par un support à l'initiative privée (et pas seulement aux entreprises collectives), il y a alors eu un gonflement du secteur privé. Comme nous l'avons vu, le nombre d'entreprises à Zhangpu a alors considérablement augmenté et, si la taille moyenne mesurée en nombre d'emplois par entreprise a baissé (3,54 salariés en 1992 et 3,32 en 1993), cela ne veut pas dire que la taille réelle des entreprises ait diminué, mais plutôt que le nombre d'entreprises individuelles a considérablement augmenté. D'ailleurs, la productivité par salarié et par entreprise a fortement progressé : la valeur brute de production par salarié a augmenté de 42 % entre 1992 et 1993 et de 34 % par entreprise (en valeur courante il est vrai, mais ces chiffres sont largement supérieurs à l'in-

flation qui semble se situer autour de 20 ou 25 % par an)¹⁶. Cela laisse entendre que lorsque l'environnement est favorable, l'accumulation, même faible, peut se développer et certaines unités ont alors recours au salariat. C'est le cas d'entreprises familiales étudiées par Isabelle Thireau (THIREAU et KONG, 1987) dans la province du Hebei. À partir d'une activité traditionnelle artisanale — la fabrication de tapis —, les autorités locales ont fondé une entreprise collective qui fonctionne partiellement sur le modèle du *putting out* : une partie de la production est confiée aux foyers et, dans ce cas précis, aux femmes. Avec l'augmentation de la demande, les femmes du village se sont rapidement transformées en chefs d'entreprise, recourant au travail salarié de jeunes filles venues des montagnes proches. Le travail est payé à la pièce.

Troisième différence majeure avec le secteur informel, le travail payé à la pièce est courant dans les entreprises rurales, notamment privées, et lie directement le salaire à la productivité, qu'il s'agisse d'emplois de proximité ou non. C'est d'autant plus intéressant que les zones rurales bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché (phénomène accentué par l'abondance de chômeurs) et donc d'avantages comparatifs dans les activités à haute intensité de main-d'œuvre. Le salariat est d'ailleurs en forte progression dans les zones les plus dynamiques : à Zhangpu, on assiste depuis quelques mois à l'émergence d'un véritable marché de l'emploi qui se manifeste par la publication d'offres d'emploi dans des journaux, par l'affichage à l'entrée des entreprises et, phénomène intéressant, par la création d'agences spécialisées privées. Ce marché est poussé par les 180 entreprises étrangères, mais les entreprises qui y ont recours sont majoritairement locales (tant privées que collectives).

Il est difficile de se prononcer sur l'avenir de ces petites entreprises et sur leur capacité future à engendrer un développement réel. Dans les provinces de l'est du pays où le processus a été mis en place par les autorités locales et où il existe une tradition entrepreneuriale ancienne, il est probable que les entreprises privées, qui se sont ins-

¹⁶ Ces chiffres demeurent néanmoins largement en dessous de l'augmentation constatée dans l'ensemble de la province (+65 % par salarié et + 58 % par entreprise) et dans le pays (respectivement + 55 % et + 53 %), mais ils n'en restent pas moins spectaculaires.

tallées dans les interstices laissés par le secteur collectif et le secteur étatique, pourront enclencher un processus dynamique, du moins pour certaines d'entre elles. Dans les zones plus pauvres, où les gouvernements locaux ont été incapables de prendre en charge le développement, le secteur privé est actuellement dominant, mais ses possibilités de générer un surplus réel apparaissent extrêmement limitées.

Conclusion

La Chine se caractérise par un développement important de ses entreprises rurales. À partir de 1978, les mesures spécifiques qui ont été prises ont agi dans le sens de ce développement, mais c'est l'action des pouvoirs locaux qui s'est révélée déterminante. Dans certaines localités, les résultats sont impressionnants et se concrétisent directement par l'amélioration des niveaux de vie.

Pendant, il ne faut pas exagérer le sens de ce développement. Dans certains cas, il s'agit tout simplement d'un rattrapage par rapport à la période précédente où les activités non agricoles en milieu rural — en particulier l'artisanat — étaient fortement contrôlées. D'autre part, les chiffres masquent des dynamiques différentes selon le type d'entreprises ou la localité. Il apparaît par exemple que les entreprises privées souffrent de faiblesses structurelles qui empêchent certaines d'entre elles de rentrer dans une logique d'accumulation. Néanmoins, certains particuliers ont fait preuve d'un beau dynamisme, soit qu'ils aient été soutenus par les gouvernements locaux, soit qu'ils se soient investis à fond au moment des réformes, alors qu'ils n'avaient rien à perdre. Mais il s'en faut de beaucoup que les 20 millions d'entreprises rurales privées déclarées soient dirigées comme de véritables entreprises par de véritables entrepreneurs. Pour beaucoup, on en reste encore au stade de la « débrouille ».

Dans le même sens, certaines entreprises collectives sont gérées dans un souci de maximisation sociale et non de rentabilité écono-

mique, ce qui explique une main-d'œuvre parfois pléthorique et une redistribution sociale des profits — par le biais du gouvernement local par exemple. L'univers est également perçu comme risqué, ce qui limite le volume d'investissements et l'emploi salarié. L'avenir du développement des entreprises rurales — et notamment des entreprises privées — réside donc dans leur capacité à générer un surplus, à innover et à créer des marchés et des nouveaux produits, alors que l'abondance de la main-d'œuvre et son faible coût donnent des avantages comparatifs à leurs productions, en particulier à l'exportation : d'ores et déjà, plus de 50 % des exportations industrielles chinoises sont le fait d'entreprises situées en milieu rural, qu'elles soient collectives, privées ou étrangères.

Enfin, le développement des entreprises rurales a eu un impact important sur le monde urbain, avec la création de bourgs urbanisés et une limitation de la croissance des grandes métropoles. Les fortes densités démographiques, tout en permettant le développement des activités à haute intensité de main-d'œuvre, ont favorisé ce processus. Ne serait-ce qu'à ce titre, l'exemple chinois mérite d'être pris en considération.

Bibliographie

Ouvrages statistiques

- *Statistical year book of China, 1993, 1994 et 1995.*
- *Zhongguo nongye nianjian (Annuaire sur l'économie rurale en Chine), 1993 et 1994.*
- *Zhongguo xiangzhen qiye nianjian (Annuaire des entreprises de villages et de bourgs de la Chine), 1993, 1994 et 1995.*
- *Fujian jinji nianjian (Annuaire économique du Fujian), 1994 et 1995.*
- *Fujian nongcun tongji nianjian (Annuaire statistique rural du Fujian), 1992 à 1995.*

Autres articles et ouvrages

- AUGUSTIN-JEAN (L.), 1995 —
Le bond du Fujian dans l'économie chinoise, l'exemple des entreprises rurales. *Perspectives chinoises*, 30 : 23-29.
- BUCK (J. L.), 1937 —
Land Utilization in Rural China.
Chicago, The University of Chicago Press.
- GINSBURG (N.), KOPPEL (B.),
MC GEE (T. G.), 1991 —
The Extended Metropolis: Settlement Transition in Asia. Honolulu, University of Hawaii Press.

- Ho (P. S.), 1980 —
The Asian Experience in Rural Non Agricultural Development and Its Relevance for China. World Bank, World Bank Working Papers, 757, 151 p.
- Ho (P.S.), 1994 —
Rural China in Transition: non agricultural development in Rural Jiangsu, 1978-1990. Oxford University Press, 352 p.
- HUGON (P.), 1995 —
 « Systèmes productifs et institutions dans un contexte de libéralisation des économies en développement ». Colloque, 22-24 mai 1995, Pointe-à-Pitre : 1-26.
- JOHNSON (G.), 1995 —
Walking in the Desakota: Village Change in the Pearl Delta River. Document fourni par l'auteur, 45 p., bibliographie et 12 tableaux.
- LIAO (S.), 1995 —
The Development of Township Enterprises in Rural Fujian since the Early 1980s. Paper for presentation at International Workshop On South China, The Royal Netherlands Academy of Arts and Sciences, Amsterdam, 22-24 mai 1995, 11 p.
- ODGARD (O.), 1992 —
Private Enterprises in Rural China, Impact on Agriculture and Social Stratification. Adelshot, 293 p.
- OI (J. C.), 1995 —
 The Role of the Local State in China's Transitional Economy. *The China Quarterly*, 144 : 1132-1149.
- SANJUAN (T.), 1996 —
Le delta de la rivière des Perles. Développement et construction régionale dans la province du Guangdong (République populaire de Chine), 1980-1992. Paris, université de Paris-IV-Sorbonne, 506 p.
- SIGURDSON (J.), 1977 —
Rural Industrialization in China. Cambridge, Harvard University Press, 281 p.
- THIREAU (I.), KONG (M.), 1987 —
 Travail et famille dans un village du Hebei. *Études Chinoises*, 8 (1) : 4-40.
- WONG (C. P. W.), 1982 —
 « Rural Industrialization in the People's Republic of China: Lessons from the Cultural Revolution Decade ». In : *China Under the Four Modernizations*, Joint Economic Committee, Congress of the United States (Ed.), New York, M. E. Sharpe, 2 tomes, 610 p., 381 p.
- YEUNG (Y. M.), CHU (D. K. Y.), 1995 —
Development Corridor in Fujian: Fuzhou to Zhangzhou. Hong Kong Institute of Asia-Pacific Studies, The Chinese University of Hong-Kong, 50 p.

|| Carte de situation 3 - La Chine et l'océan Pacifique

